

Ce rapport a été élaboré par OCHA Haïti avec la contribution des agences, fonds et programmes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et des partenaires humanitaires

POINTS SAILLANTS

- L'acheminement de l'aide vers les zones rurales les plus difficiles à atteindre reste une difficulté majeure, les contraintes d'accès empêchant le gouvernement et les acteurs humanitaires d'atteindre les personnes touchées en dehors des centres urbains.
- Les autorités nationales prévoient de lancer une évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) d'une durée de 6 semaines avec le soutien du système des Nations Unies, de l'Union européenne, de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement.
- ONU Femmes et CARE mèneront une analyse rapide de l'impact du tremblement de terre sur les femmes avec le soutien des autorités nationales, des organisations locales de femmes et des agences des Nations Unies.
- USAID a annoncé un financement de 32 millions de dollars pour les partenaires humanitaires qui fournissent une aide multisectorielle vitale dans les domaines de la santé, des abris d'urgence et de l'alimentation, des services WASH et de la protection dans les zones touchées par le séisme.
- Les risques sanitaires liés à l'épidémie de COVID-19 augmentent car les mesures préventives, notamment le port de masques et la distance physique, sont compromises par les réalités du contexte opérationnel.
- La localisation, la responsabilité envers les populations affectées (AAP) et une communication bidirectionnelle efficace avec les communautés (CAC), y compris les organisations de femmes, sont des priorités essentielles de la stratégie de réponse de la communauté humanitaire, dans le but de garantir que les capacités, les connaissances et l'expertise locales sont au cœur de ces efforts.
- L'accès aux services de lutte contre la VBG a été considérablement réduit à la suite du tremblement de terre en raison des problèmes d'accès, de logistique et de sécurité qui affectent négativement la gestion des cas de VBG, en particulier pour les femmes et les filles.



The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.
 Creation date: 15 Aug 2021 Sources: CNIGS Feedback: ocha.haiti.im@gmail.com | www.unocha.org www.reliefweb.int | www.reliefweb.int

800 000

Personnes touchées

(Source: ONU en Haïti)

650 000

personnes ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence

(Source: ONU en Haïti)

\$187,3M

de financement requis pour atteindre 500 000 personnes touchées par la crise

(Source: Haiti Earthquake Flash Appeal – Août 2021)

**+ DE
2 200**

morts, chiffre susceptible d'augmenter

(Source: DGPC)

320

personnes toujours portées disparues

(Source: DGPC)

130 000

maisons détruites ou endommagées

(Source: DGPC)

APERÇU DE LA SITUATION

Plus de deux semaines après le tremblement de terre dévastateur du 14 août, l'aide humanitaire commence à atteindre plus rapidement les personnes qui en ont le plus besoin, grâce à une meilleure coordination dirigée par le gouvernement et à de solides efforts pour négocier un accès humanitaire accru dans les zones difficiles d'accès. Les communautés touchées, qui s'efforcent de faire face à l'impact multiforme du séisme, continuent de recevoir une aide pour répondre aux besoins croissants en matière d'abris d'urgence, de nourriture, d'eau potable et d'assainissement, ainsi que de services de protection, notamment des mesures visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels (EAS) et des services destinés aux victimes de violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG), dans un contexte de vulnérabilité aggravée et de risques croissants pour leur bien-être physique et psychologique.



Photo credit: UN OCHA/Matteo Minasi

Les évaluations préliminaires rapides des dommages et des besoins (EDAB) indiquent que dans la Grand'Anse et les Nippes (respectivement 20,9 pour cent et 76 pour cent), plus de femmes que d'hommes se sont retrouvées sans endroit pour vivre après le tremblement de terre. Cela a des implications importantes sur l'exposition des femmes à la violence sexuelle et basée sur le genre, à l'EAS, aux risques sanitaires et au bien-être des enfants. La compilation d'autres chiffres désagrégés par sexe, âge et vulnérabilité reste cruciale pour mieux comprendre la crise et adapter la réponse humanitaire en conséquence.

Malgré le succès des négociations d'accès avec les groupes armés, qui ont permis le passage de 13 convois humanitaires au cours des 12 derniers jours, un accès humanitaire sûr et sécurisé devra être maintenu sur le long terme. La présence persistante de gangs armés, les ponts endommagés et les routes rendues impraticables par le séisme continuent de poser des contraintes d'accès et de sécurité importantes pour le gouvernement et les acteurs humanitaires qui tentent d'atteindre les personnes qui en ont le plus besoin. Le contexte opérationnel continue d'entraver l'acheminement de l'aide vitale aux communautés touchées, en particulier dans les zones rurales proches de l'épicentre qui ont été complètement isolées par le tremblement de terre. Avec le soutien de divers gouvernements internationaux, un appui aérien et maritime est fourni pour l'acheminement des secours dans les zones reculées et difficiles d'accès, inaccessibles par voie terrestre.

L'impact combiné du tremblement de terre et de la dépression tropicale Grace a laissé 650 000 personnes dans le besoin d'une assistance humanitaire d'urgence, dont 500 000 sont ciblées par les agences des Nations Unies et les partenaires humanitaires à travers les activités prévues dans le cadre de l'appel éclair (Flash Appeal) de 187,3 millions de dollars récemment lancé. Sur la base d'une première évaluation de l'impact, le Gouvernement estime que les dommages causés par le puissant séisme de magnitude 7,2 dépassent le milliard de dollars US. Les autorités nationales prévoient une évaluation plus détaillée des dommages, des pertes et des besoins post-séisme en collaboration avec le partenariat

tripartite composé de l'ONU, de l'Union européenne et de la Banque mondiale, ainsi que de la Banque interaméricaine de développement.

Lors de la dernière mise à jour publiée le 25 août, la Direction générale de la protection civile haïtienne (DGPC) a signalé 2 207 décès, 12 268 blessés et 320 disparus. Au moins 52 953 maisons ont été complètement détruites tandis que 77 006 autres ont subi des dommages plus ou moins importants. Le problème est encore aggravé par le fait que de nombreux abris dans les zones touchées ont été détruits ou endommagés, ce qui oblige les personnes déplacées à s'abriter dans des points de rassemblement dépourvus de services d'eau, d'assainissement et de protection de base. Dans certaines zones reculées, les familles construisent des abris de fortune avec des matériaux de récupération, directement sur le sol, sans aucune sorte de fondation ou de plate-forme, ce qui les rend vulnérables à l'effondrement dû aux vents violents et à l'augmentation des précipitations, une série de risques qui ne feront qu'augmenter à l'approche du pic de la saison des ouragans.

L'évaluation des dommages subis par les maisons et les abris doit être accélérée afin de permettre aux familles qui s'abritent actuellement à l'extérieur de trouver des logements temporaires plus sûrs ou de réintégrer leur maison dans la mesure du possible, car de nombreuses familles dont les maisons sont encore debout choisissent de s'abriter ailleurs par crainte d'un effondrement soudain en raison des répliques persistantes. Les écoles sont actuellement évaluées en tant que solutions alternatives d'hébergement d'urgence pour les personnes déplacées, ce qui suscite des inquiétudes quant aux implications liées à l'éventuel retour à l'école, dont la réouverture était initialement prévue le 7 septembre.

L'insécurité accrue et la pandémie de COVID-19 ont empêché environ 4 millions d'enfants d'aller à l'école pendant des mois au cours des deux dernières années. Le séisme a endommagé plus de 300 infrastructures scolaires dans les trois zones les plus touchées, affectant environ 100 000 enfants et enseignants. Des espaces d'apprentissage temporaires sûrs sont nécessaires de toute urgence pour que les garçons et les filles affectés puissent poursuivre leur éducation et pour atténuer les risques associés à la non-scolarisation des enfants, notamment le recrutement forcé dans les gangs, la traite des enfants, l'exploitation et les abus sexuels et les grossesses précoces chez les adolescentes.

Selon l'UNICEF, plus de 119 000 personnes dans les zones touchées ont un besoin urgent d'eau potable, tandis que la reconstruction et la réhabilitation à plus long terme des infrastructures et systèmes WASH critiques, déjà faibles et sans couverture avant le séisme, restent une priorité pour prévenir les épidémies, notamment la COVID-19, et l'aggravation de la malnutrition, en particulier parmi les groupes vulnérables comme les enfants et les femmes enceintes et allaitantes.

Dans les établissements de santé, les déficits préexistants en matière de WASH n'ont fait que se creuser sous l'effet des différents impacts du tremblement de terre, puisque seulement 60 pour cent des établissements de santé dans le département du Sud avaient accès à des services d'eau de base avant le séisme, 59 pour cent dans les Nippes et 52 pour cent dans la Grand'Anse, tandis que 33 pour cent des établissements de santé dans les Nippes et 15 pour cent dans le Sud n'avaient aucun service d'eau. Dans ce contexte, les interventions WASH post-séisme dans les structures de santé seront essentielles pour prévenir les infections chez les blessés et éviter les épidémies, notamment la COVID-19. L'EDAB préliminaire a révélé que les femmes sont nettement plus représentées parmi le personnel de santé à Nippes et Grand'Anse, ce qui les rend disproportionnellement vulnérables aux infections par la COVID-19. Il faudra en tenir compte dans les campagnes de prévention et de réponse liées au COVID-19.

Alors qu'un nombre croissant de personnel d'intervention arrive sur le terrain, les risques sanitaires liés à la COVID-19 continuent d'augmenter, exigeant des acteurs humanitaires qu'ils soient proactifs dans la mise en œuvre de mesures visant à assurer la protection d'une population extrêmement vulnérable. Avec moins de 1 pour cent des 11 millions d'habitants d'Haïti vaccinés contre la COVID-19, la population reste à haut risque de transmission du COVID-19, surtout si l'on considère le manque de vaccins achetés - Haïti n'a reçu que 500 000 doses de vaccin contre le COVID-19 - et d'équipements de protection individuelle (EPI) disponibles, alors que les personnes touchées se rassemblent de plus en plus dans des espaces restreints à la recherche d'une aide alimentaire et d'un abri à la suite du tremblement de terre.

L'introduction potentielle de nouvelles variantes plus contagieuses et plus dangereuses, qui n'ont pas encore atteint l'île, est particulièrement préoccupante dans les semaines et les mois qui suivent le séisme, car le système de santé du pays n'a pas la capacité de répondre à une épidémie de COVID-19. Les hôpitaux sont débordés par l'afflux important de patients blessés et les infrastructures de santé ont subi des dommages considérables. L'intégration des considérations relatives à l'épidémie de COVID-19 dans toutes les activités de réponse est donc essentielle pour garantir que l'action humanitaire n'a pas de conséquences négatives involontaires sur les personnes qu'elle cherche à aider.

Un accent accru sur la localisation dans les efforts de réponse va de pair avec l'intégration de la responsabilité envers les populations affectées (AAP) et une communication bidirectionnelle efficace avec les communautés (CAC), y compris les organisations de femmes, dans tous les efforts de réponse et de relèvement rapide. Cela implique un engagement significatif de la communauté et l'instauration d'un climat de confiance par le biais d'un dialogue transparent et continu avec les communautés touchées, y compris les femmes, les jeunes, les chefs religieux et autres leaders divers. Des évaluations participatives et inclusives et des espaces de dialogue doivent être mis en place sous la direction d'organisations locales, notamment de groupes dirigés par des femmes et des jeunes, afin de permettre la participation des communautés à la conception des programmes, de fournir des informations sur les services disponibles et sur la manière d'y accéder, et de communiquer de manière transparente les limites de l'aide humanitaire. Il est tout aussi important de mettre en place, à l'échelle du système, des mécanismes collectifs de retour d'informations de la part des communautés et des mécanismes de plainte tenant compte de la dimension de genre, qui fonctionnent selon des procédures opérationnelles harmonisées et normalisées, afin d'éviter les efforts dispersés et déconnectés qui sont moins efficaces et qui, par conséquent, mettent en péril la responsabilité et la protection des personnes touchées.

Répondre à l'exploitation et aux abus sexuels et à la violence basée sur le genre

L'insécurité accrue, le désespoir et les besoins massifs après le tremblement de terre ont augmenté les risques d'exploitation et d'abus sexuels pour les femmes et les filles dans un environnement de protection déjà précaire. Dans la Grand'Anse, les partenaires du Groupe de travail sur la VBG ont signalé des incidents récents de VBG, y compris des cas impliquant des mineurs, en particulier dans la zone de Chambellan. Aux Cayes, une évaluation de la sécurité menée récemment par l'UNFPA a identifié des risques susceptibles d'augmenter les incidents de VBG, notamment le manque d'électricité, de douches et de toilettes ainsi que d'infrastructures sanitaires sur les sites de déplacement. L'évaluation a révélé que les femmes et les filles limitent leurs déplacements, en particulier la nuit, en raison du sentiment d'insécurité et des risques de violence.

La Fédération Haïtienne des Associations et Institutions de Personnes Handicapées estime que 3 500 personnes vivant avec un handicap ont été identifiées dans ces 3 départements. Une première évaluation rapide des installations sanitaires réalisée par l'UNFPA a révélé que les centres de santé et les hôpitaux fournissant des services de soins aux survivants de VBG ont été gravement endommagés par le tremblement de terre, les principaux centres de Coteaux et de Bonnefin n'étant plus opérationnels. Les installations fonctionnelles restantes sont mal équipées, manquant de matériel et d'équipement essentiels. Les installations sont également débordées et sont obligées de donner la priorité aux urgences médicales causées par le tremblement de terre.

En plus de l'impact des installations endommagées, des ressources humaines limitées et de la présence des partenaires de mise en œuvre dans les départements touchés, les activités de lutte contre la VBG sont ralenties. En réponse, la distribution de kits de dignité pour répondre aux besoins d'hygiène de base des femmes et des filles, de kits post-viol et d'intrants médicaux pour les institutions de santé des départements du Sud et des Nippes, et bientôt de la Grand'Anse, pour la prise en charge médicale des violences sexuelles est en cours. Cependant, à mesure que la réponse se stabilise, il sera vital de s'assurer que les femmes et les filles, y compris les survivantes de VBG, ont accès aux services de réponse. Il est urgent de rationaliser les activités de prévention de la VBG et de l'EASP en mettant l'accent sur la sensibilisation du public dans les quartiers et les points de rassemblement. En outre, le renforcement des capacités pour la mise en œuvre rapide de programmes de gestion des cas de VBG sera essentiel.

COORDINATION GÉNÉRALE

La DGPC continue de diriger les efforts nationaux de secours et d'intervention, en collaboration avec les ministères de tutelle et les partenaires humanitaires, par l'intermédiaire du Centre national des opérations d'urgence (COUN). Au niveau départemental, le Premier ministre Ariel Henry a désigné le ministre de la Condition féminine et des Droits des femmes (département Sud), le ministre du Tourisme (Nippes) et le ministre de l'Environnement (Grand'Anse) pour superviser les opérations de secours et la distribution de fournitures aux zones les plus touchées. La cellule de crise sanitaire du gouvernement (UNGUS) continue de coordonner les évaluations sanitaires rapides, le déploiement d'équipes médicales et la fourniture de matériel et de fournitures médicales essentiels, ainsi que le traitement et le transfert des patients gravement blessés.

La société civile locale et les organisations communautaires, les églises et le secteur privé national - dont beaucoup ont été eux-mêmes touchés par le tremblement de terre - continuent de jouer un rôle clé dans les efforts de réponse, réaffirmant la nécessité pour les partenaires humanitaires internationaux de soutenir ces acteurs locaux et de les intégrer dans les structures de coordination et les mécanismes de financement, ainsi que de les impliquer dans la conception stratégique et la mise en œuvre des activités de réponse sectorielle, en tirant parti efficacement des capacités locales pour fournir une réponse humanitaire plus efficace et mieux ciblée.



Photo credit: UN OCHA/Matteo Minasi

Sous la coordination de l'Alliance pour la gestion des catastrophes et la continuité des affaires (AGERCA), les entreprises membres et les partenaires du secteur privé national soutiennent également la réponse, avec une présence permanente au COUN et aux Cayes. Au 24 août, l'AGERCA avait distribué 8 500 bouteilles d'eau de 5 gallons, 1 500 bouteilles d'eau de 20oz, 1 000 paquets de 60 sachets d'eau, 1 500 gallons de carburant au MTPTC et au COUN, des dons monétaires et d'autres articles de secours équivalant à plus de 200 000 dollars. En outre, un soutien est également apporté aux structures de coordination nationales, notamment par la fourniture de forfaits téléphoniques mensuels illimités pour 65 des acteurs du COUN et du COUD, ainsi que des soins de santé et un soutien alimentaire aux prisonniers dans toutes les zones touchées.

Au niveau régional, les chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) ont convoqué une réunion spéciale sur Haïti, réitérant leur soutien aux efforts de réponse nationaux, principalement par l'intermédiaire de l'Agence caribéenne de gestion des urgences en cas de catastrophe (CEDEMA) et bilatéralement par le biais des États membres qui fournissent des fournitures de secours en nature et des dons financiers pour aider le pays à se remettre du tremblement de terre dévastateur.

Dans le but de renforcer la coordination régionale, le directeur exécutif de la CEDEMA et le coordinateur résident des Nations unies pour Haïti continuent de co-présider les réunions régulières du Groupe des partenaires au développement des Caraïbes (CDPG), qui rassemble les donateurs, les institutions régionales et les partenaires humanitaires afin d'optimiser le soutien apporté aux efforts de réponse menés par le gouvernement, en recevant régulièrement des informations de la DGPC et de l'équipe de soutien opérationnel de la CARICOM (COST) sur le terrain. De même, le Bureau régional d'OCHA (ROLAC) continue de diriger des réunions ad hoc du Groupe régional sur les risques, les urgences et les catastrophes pour l'Amérique latine et les Caraïbes (REDLAC) afin d'identifier collectivement les besoins dans tous les secteurs, les lacunes dans les efforts de réponse et les domaines pour une plus grande collaboration entre les agences chefs de file du secteur et les partenaires humanitaires.



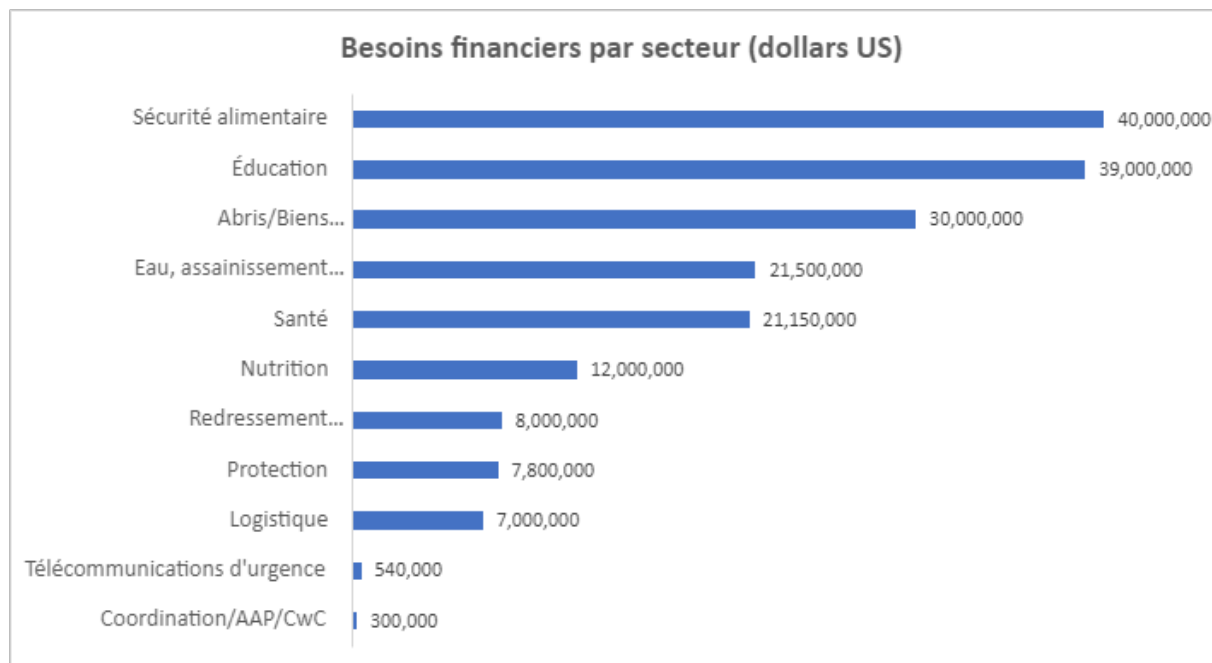
Photo credit: DGPC/UN OCHA

Avec plus de 300 acteurs d'intervention sur le terrain, une action humanitaire efficace et efficiente dans un environnement d'intervention aussi complexe nécessite une identification rapide des acteurs humanitaires qui opèrent dans les zones les plus touchées, des activités qu'ils déploient, des lieux où elles se déroulent et des personnes qu'ils ciblent pour

l'assistance, contribuant ainsi à développer une compréhension opérationnelle commune parmi les divers acteurs d'intervention. Pour ce faire, OCHA Haïti et la DGPC continuent de développer l'outil " Qui fait quoi, où " (3W) pour renforcer la coordination et identifier les lacunes de la réponse, en se concentrant davantage sur quand et pour qui les activités humanitaires sont mises en œuvre alors que les partenaires continuent d'intensifier leurs efforts de réponse au fur et à mesure que l'accès aux zones affectées s'améliore.

FINANCEMENT

Le 25 août, les agences de l'ONU et les partenaires humanitaires ont lancé un appel éclair de 187,3 millions de dollars pour venir en aide à 500 000 des personnes les plus vulnérables touchées par le tremblement de terre, notamment les femmes enceintes et allaitantes, les personnes vivant avec un handicap, les femmes exposées à la violence sexuelle et sexiste et les enfants d'âge scolaire ou plus jeunes, entre autres, d'août 2021 à février 2022. Le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) a déjà versé 8 millions de dollars pour fournir une assistance vitale dans les domaines de la santé, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, des abris, de la protection, de la logistique et de la sécurité alimentaire. En outre, de nombreuses agences, fonds et programmes des Nations unies (AFP) ont lancé leurs propres appels de fonds, notamment le PAM, l'OIM et l'UNICEF, afin d'obtenir des fonds supplémentaires des donateurs pour répondre aux besoins croissants.



Le 26 août, l'administratrice de l'USAID, Samantha Power, s'est rendue en Haïti où elle a rencontré le Premier ministre Ariel Henry et d'autres hauts responsables du gouvernement, ainsi que les personnes qui contribuent aux efforts de réponse des États-Unis sur le terrain, notamment l'équipe d'intervention en cas de catastrophe (DART) de l'USAID. Elle a annoncé que l'USAID fournira 32 millions de dollars d'aide humanitaire pour soutenir les efforts de secours en cours. Ces fonds permettront aux partenaires humanitaires sur le terrain de fournir une aide multisectorielle vitale, notamment des services de soins de santé, des abris d'urgence et de la nourriture, des interventions WASH et des services de protection, aux personnes qui en ont le plus besoin dans les zones les plus durement touchées.

Malgré le soutien continu des donateurs, les agences des Nations unies et les partenaires humanitaires ont besoin de financements supplémentaires pour intensifier rapidement les efforts de réponse au tremblement de terre tout en veillant à ce que les besoins accumulés lors de crises qui se chevauchent restent prioritaires. Au cours des deux dernières années, les organisations humanitaires ont déployé des efforts accrus pour faire face aux multiples conséquences sanitaires et socio-économiques de la pandémie de COVID-19, à l'augmentation des déplacements internes liés aux gangs et à l'aggravation de l'insécurité alimentaire, ce qui les a poussés à bout.

Les divers impacts du tremblement de terre n'ont fait qu'exacerber les besoins existants, auxquels les agences des Nations Unies et les partenaires humanitaires auront besoin d'un soutien financier important pour répondre efficacement et rapidement. Les AFP de l'ONU ont déjà redirigé vers la réponse au tremblement de terre des fonds internes qui étaient

initialement destinés à répondre à d'autres crises, créant le risque que des millions de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire, en plus de celles touchées par le tremblement de terre, ne reçoivent pas l'aide dont elles ont désespérément besoin assez rapidement.

RÉPONSE HUMANITAIRE

Coordination et Gestion des Camps

Besoins :

- Abris et eau potable pour les personnes déplacées.
- Amélioration de la communication avec les populations touchées, y compris les organisations de femmes.
- Renforcer les activités de protection dans les sites de déplacement et les communautés affectées, en créant des liens avec la santé mentale et le soutien psychologique.
- Au 27 août, les équipes de la matrice de suivi des déplacements (DTM) ont identifié 58 sites de déplacement avec 24 400 personnes (33 sites dans le département du Sud avec 16 900 personnes, 15 sites dans les Nippes avec 6 000 personnes et 10 sites dans la Grand'Anse avec 1 500 personnes). Les derniers rapports de DTM seront disponibles à l'adresse suivante : [IOM-DTM Haiti](#).
- Améliorer la collecte de données ventilées par sexe, âge et vulnérabilité pour faciliter une réponse adaptée.

24 400

personnes déplacées
identifiées dans 58 sites
par le biais de la DTM.

Réponse :

- L'OIM a pré-positionné des stocks à Port-au-Prince avec la capacité de couvrir les besoins d'environ 70 000 familles.
- L'OIM a déployé des équipes dans les trois départements les plus touchés pour soutenir la distribution des articles de secours. De plus, le DTM est en train d'être déployé par les équipes dans les zones affectées pour recueillir et analyser les données sur les besoins des populations déplacées.

Lacunes et contraintes :

- Des données et des informations fragmentées et insuffisantes, ventilées par sexe, âge et vulnérabilité, sur les personnes déplacées en déplacement, leurs besoins et leur accès à une assistance appropriée.

Relèvement précoce

Besoins :

- Soutien à la relance économique par l'accès aux marchés, l'entrepreneuriat local et l'intervention sur les moyens de subsistance, y compris le financement d'activités génératrices de revenus rapides, telles que des programmes de rémunération en espèces du travail, dans les communautés touchées.
- Assistance technique et financière aux autorités locales, y compris les agences techniques départementales (ATLD), pour promouvoir un effort de gestion des débris durable et respectueux de l'environnement.
- Évaluation des structures touchées et démolition des maisons gravement endommagées.
- Reconstruction des maisons et des autres structures communautaires touchées par le tremblement de terre.
- Enlèvement des débris et des déchets pour dégager les routes et faciliter l'accès aux communautés touchées.
- Le Mouvement des femmes pour le développement de la Grand'Anse rapporte que la situation économique déjà précaire des femmes a empiré en raison des dommages importants et des pertes de logements et de moyens de subsistance. Les moyens de subsistance de nombreuses personnes dépendent du secteur commercial, qui a été durement touché par les divers impacts du tremblement de terre, laissant les femmes sans source de revenus à un moment où elles doivent remplacer les articles ménagers perdus et effectuer les paiements des prêts reçus des prêteurs solidaires et des banques.

Réponse :

- Sous la direction de la DGPC, avec le soutien de l'ONU, de l'Union européenne, de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement, une évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) est en cours de planification avec l'assistance technique fournie par le PNUD pour le compte du Bureau du coordinateur

résident/humanitaire en Haïti. La coordination avec l'équipe de l'UNDAC et les agences chefs de file sectorielles sera importante pour accélérer le processus d'estimation des besoins de relèvement après le tremblement de terre.

Éducation

Besoins :

- Réhabilitation des écoles, notamment pour le WASH, la fourniture de kits scolaires, de bureaux et de mobilier scolaires, de kits d'hygiène, de classes de rattrapage, d'un soutien psychosocial adapté pour les filles et les garçons à l'école et d'espaces d'apprentissage temporaires sûrs.
- Fourniture de kits de prévention et d'hygiène COVID-19 pour protéger la santé des enfants et de leurs familles.
- Améliorer la collecte de données ventilées par sexe, âge et vulnérabilité pour faciliter une réponse adaptée.

100 000

Enfants et enseignants affectés par la destruction totale ou partielle de 308 écoles

Réponse :

- L'UNICEF, le PAM, l'UNOPS et la Banque mondiale travaillent ensemble pour effectuer des évaluations afin d'estimer les besoins pour la reconstruction des écoles endommagées par le tremblement de terre.

Lacunes et contraintes :

- Des défis Des défis ont été identifiés dans la coordination institutionnelle au niveau local.
- Un manque significatif de financement pour les partenaires de l'éducation afin de soutenir les activités de réponse et une priorité limitée du secteur de l'éducation dans les efforts de mobilisation des ressources.

Sécurité alimentaire

Besoins :

- Aide alimentaire d'urgence, intrants pour une réactivation rapide de la production agricole, et réhabilitation des systèmes d'irrigation et autres infrastructures agricoles ainsi que la protection du bétail.
- Selon l'appel éclair (août 2021), quelque 300 000 personnes dans les zones les plus durement touchées ont un besoin urgent d'aide alimentaire.
- La FAO estime que 32 000 ménages ruraux (160 000 personnes) durement touchés par les impacts combinés du séisme et de la dépression tropicale Grace ont besoin d'un soutien rapide pour rétablir la production, protéger leurs moyens de subsistance, remettre en état les infrastructures agricoles et protéger le bétail.
- Améliorer la collecte de données désagrégées par sexe, âge et vulnérabilité pour faciliter une réponse adaptée.

32 000

Ménages ruraux ont besoin d'aide pour rétablir leur production et leurs moyens de subsistance

Réponse :

- Le Ministère de l'Agriculture a lancé une évaluation sectorielle des dommages et une analyse des besoins. La FAO fournit un soutien technique et financier aux efforts d'évaluation.
- Depuis le 14 août, le PAM a atteint 48 000 personnes et distribué plus de 15 000 repas chauds, principalement dans les hôpitaux.
- Le PAM a fourni de la nourriture à 13 000 personnes dans les zones reculées de Maniche et de Camp-Perrin dans le département du Sud.
- Le PAM prévoit d'atteindre 215 000 personnes ayant un besoin urgent d'aide alimentaire d'urgence à Beaumont, Baradères, Cavillon, Camp-Perrin, Maniche, Plaisance-du-Sud, Petit-Trou-de-Nippes et dans les régions environnantes.
- Le PAM et World Central Kitchen s'associent pour fournir 7 000 repas chauds par jour aux patients, à leurs familles et au personnel des centres de santé de Beaumont, Duchity, Jérémie et Les Cayes.
- Les résultats préliminaires de l'évaluation de la sécurité alimentaire d'urgence menée par le PAM, la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA) et la DGPC sont attendus le 3 septembre.
- La Fondation Bouddhiste Tzu Chi a livré des colis alimentaires pour soutenir 5 000 ménages pendant un mois aux Cayes et à Jérémie.

- Le Fonds d'assistance économique et sociale (FAES) a livré 3 450 kits alimentaires aux personnes affectées à Jérémie, Roseaux, Cayemites, Corail et Marfranc. Dans le département du Sud, le FAES a distribué 2 550 kits alimentaires à Chantal, Ducis et Torbeck.
- ADRA distribue 1 000 kits alimentaires aux personnes affectées aux Cayes, à Camp-Perrin et à Sant-Louis-du-Sud dans le département du Sud.
- La FAO continue de se concentrer sur la protection et la restauration des moyens de subsistance de 32 000 ménages ruraux (environ 160 000 personnes) et la réhabilitation des infrastructures agricoles communautaires endommagées, tout en atténuant les impacts négatifs de COVID-19 et en prévenant la peste porcine africaine dans les départements de la Grand'Anse, des Nippes, du Sud et du Sud-Est.
- Dans les communes de Corail, Jérémie et Pestel, la FOA fournira une variété de semences de légumes résistantes au climat, des intrants agricoles et un soutien technique à 1 500 ménages vulnérables vivant dans des zones montagneuses isolées, ainsi qu'une allocation de chèvres à 500 ménages affectés. En outre, la FAO soutiendra la formation d'agents vétérinaires et l'organisation de cliniques vétérinaires mobiles pour le traitement d'environ 4 000 animaux appartenant à au moins 1 000 agro-pasteurs.

Lacunes et contraintes :

- La dépression tropicale Grace a déclenché des inondations et des glissements de terrain qui ont affecté de nombreux champs de culture. De plus, ces aléas ont rendu de nombreuses routes impraticables, détruisant des ponts sur des lignes d'approvisionnement critiques et perturbant les chaînes d'approvisionnement en produits alimentaires et en intrants agricoles du secteur privé.
- Un nombre important d'animaux domestiques ont été perdus à cause du tremblement de terre et les familles dont les maisons ont été endommagées ou détruites ont perdu leurs outils et intrants agricoles, ce qui aura des conséquences négatives sur les moyens de subsistance basés sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.
- Les premières évaluations rapides ont montré que les marchés et les infrastructures agricoles (installations de stockage et de transformation, laiteries, canaux d'irrigation, routes rurales, etc.) ont été touchés par de multiples aléas.
- La proximité de la saison des semis oblige à agir rapidement pour éviter une nouvelle détérioration de la sécurité alimentaire. En effet, on prévoyait déjà avant le séisme une baisse de la production agricole due à des précipitations inférieures à la moyenne, aggravée par la hausse des prix des denrées de base et les effets de la pandémie de COVID-19.
- Des cas de peste porcine africaine ont été confirmés sur La Española par les autorités dominicaines. Bien qu'il n'y ait actuellement aucun cas confirmé en Haïti, sa population la plus vulnérable dans les zones rurales, périurbaines et urbaines dépend largement de l'élevage, de la commercialisation et de la consommation de porc pour ses moyens de subsistance et sa sécurité alimentaire. Une éventuelle propagation de la maladie, accélérée par les mouvements de personnes et de bétail dus au tremblement de terre et aux inondations, pourrait avoir un impact sévère sur l'économie et les moyens de subsistance locaux.

Santé

Besoins :

- Personnel médical, médicaments et fournitures médicales essentiels, gestion efficace des stocks, activités de santé mentale et de soutien psychosocial (MHPSS), mise en œuvre de mesures de prévention et de contrôle des maladies transmissibles, et interventions WASH dans les établissements de santé et les abris.
- Assurer la proximité et l'accès des services de soins d'urgence aux victimes des communautés isolées, car l'accès aux hôpitaux des grandes villes reste coupé pour ces populations.
- Des soins chirurgicaux spécialisés, de préférence avec une capacité de gestion des hospitalisations post-chirurgicales (cellule chirurgicale, cellule de chirurgie orthopédique et/ou EMT de type 2) et des soins de traumatologie complets pour soutenir les capacités chirurgicales des établissements de santé (EMT T1 fixe avec une capacité élevée de soins de traumatologie orthopédique). Les partenaires ont également exprimé le besoin de soutenir les soins post-traumatiques et post-chirurgicaux.
- Renforcer les capacités obstétricales des établissements de santé (soins obstétricaux d'urgence de base et complets) dans les zones touchées.
- Soutenir les centres de santé primaire pour qu'ils puissent fournir des services de planification familiale, d'infections sexuellement transmissibles (IST) et d'orientation vers des services obstétricaux.

91

tonnes de fournitures
médicales essentielles
fournies par Americares
et Direct Relief

- Renforcer les capacités des hôpitaux/établissements de santé à fournir des services de gestion clinique des viols.
- Mettre en place et équiper des équipes médicales et communautaires mobiles pour fournir des services de santé essentiels.
- Renforcer l'accès des adolescents et des jeunes aux services de santé sexuelle et reproductive (SSR) et aux informations sur la violence basée sur le genre, ainsi que l'orientation vers les services de protection de l'enfance.
- Besoin de 2 équipes de cliniques mobiles pour Saint-Louis-du-Sud, et de stocks de médicaments essentiels, de fournitures médicales et de kits d'hygiène pour 6 000 personnes (Médicos del Mundo Argentina).
- Renforcer les soins de santé maternelle aux points de rassemblement et pour les familles déplacées.
- Améliorer la collecte de données ventilées par sexe, âge et vulnérabilité pour faciliter une réponse adaptée.

Réponse :

- Le 27 août, un pont aérien d'Americares transportant 12 tonnes d'articles de secours médicaux essentiels, notamment des fournitures pour le traitement des plaies, des EPI, des médicaments essentiels et des fournitures médicales. Le partenaire de longue date d'Americares, Hope for Haiti, transporte des fournitures vers les prestataires de soins de santé dans tout le sud-ouest d'Haïti, notamment par le biais de ses équipes médicales mobiles qui fournissent une assistance aux communautés rurales difficiles à atteindre et de plus de 30 centres de santé partenaires qui s'occupent des personnes blessées dans les zones touchées par le séisme.
- Avec le soutien d'un vol charter FedEx, Direct Relief a livré 79 tonnes de fournitures médicales essentielles, dont des médicaments sur ordonnance, des solutions intraveineuses et des sacs à dos médicaux d'urgence, entre autres articles de secours.
- Dans quatre communes du département du Sud, Médicos del Mundo Argentina a commencé à livrer des kits d'hygiène pour 2 000 familles, des soins médicaux dans des équipes de cliniques mobiles et des campagnes de sensibilisation avec les réseaux communautaires aux points de rassemblement sur la prévention des maladies épidémiques et la promotion de la protection et de la santé environnementale.
- L'UNFPA fournira des équipements et des fournitures sanitaires essentiels aux hôpitaux des départements du Sud, de la Grand'Anse, des Nippes et de l'Ouest pour assurer la continuité des services essentiels de santé sexuelle et reproductive. Des kits de santé reproductive inter-agences, dont 8 kits pour un accouchement propre et 8 kits post-viol, seront distribués, chaque kit pouvant couvrir jusqu'à 10 000 personnes. En outre, l'UNFPA distribuera 8 kits pour le traitement des IST, 16 kits pour l'assistance à l'accouchement clinique (8 fournitures pour sages-femmes - matériel réutilisable et 8 fournitures pour sages-femmes - médicaments et matériel jetable), et 8 kits pour réparer les déchirures cervicales et vaginales, chaque kit couvrant jusqu'à 30 000 personnes.
- La Direction départementale de la santé des Nippes recevra des fournitures médicales de l'UNFPA cette semaine, tandis que la Grand'Anse devrait recevoir son envoi de fournitures médicales la semaine prochaine. Des fournitures médicales ont déjà été expédiées au département du Sud.

Lacunes et contraintes :

- Certains hôpitaux touchés fonctionnent à l'aide de générateurs et leurs réserves de carburant sont limitées.
- Risque accru de décès de mères et de nouveau-nés, car les maternités et les services chirurgicaux ne sont pas en mesure d'assurer des accouchements sans danger et des césariennes, ce qui nécessite la mise en place de mesures temporaires afin de réduire les risques encourus par les femmes enceintes.
- L'interruption de l'accès aux services de santé essentiels pourrait potentiellement entraîner une augmentation des décès maternels et infantiles, des maladies évitables par la vaccination et des décès liés aux maladies chroniques.
- Les jeunes et les adolescents n'ont pas suffisamment accès aux informations et aux services de santé reproductive adaptés à leurs besoins, ce qui augmente le risque de grossesses non désirées et d'IST.
- Les inondations provoquées par les fortes pluies associées à la dépression tropicale Grace, combinées au manque d'abris adéquats et d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, augmentent le risque de maladies respiratoires infectieuses (dont la COVID-19), de maladies diarrhéiques et de maladies à transmission vectorielle, comme le paludisme et la dengue, entre autres épidémies.

Nutrition

Besoins :

- Réalisation d'une évaluation rapide des besoins en matière de nutrition.
- Formation d'agents communautaires fonctionnels (ASCP) dans les départements touchés pour fournir un soutien et des conseils en matière de nutrition aux mères/soignants de nourrissons et de jeunes enfants.
- Formation des agents de santé pour fournir un soutien nutritionnel aux enfants non allaités, y compris la relactation et l'utilisation de substituts du lait maternel en dernier recours.
- Mise en place d'espaces pour fournir des conseils qualifiés en matière d'allaitement et d'espaces séparés pour soutenir les enfants non allaités, en se concentrant sur les enfants de 6 à 11 mois.
- Supplémentation nutritionnelle pour prévenir la malnutrition aiguë chez les enfants de 6 à 59 mois.
- Achat de fournitures essentielles, notamment des préparations pour nourrissons prêtes à l'emploi pour les enfants de moins de 6 mois non allaités, du lait à ultra-haute température pour les enfants de 6 à 11 mois non allaités, des suppléments nutritifs à base de lipides (PlumpyDoz) et des fournitures connexes nécessaires (tentes, tasses d'alimentation, cuillères, etc.).
- Améliorer la collecte de données ventilées par sexe, âge et vulnérabilité pour faciliter une réponse adaptée.

60

Tonnes de mélange maïs-soja données par le PAM dans les départements du Sud, de la Grand'Anse et des Nippes pour être distribués aux femmes enceintes et allaitantes

Réponse :

- L'UNICEF a aidé le Ministère de la Santé (MSPP) à coordonner les réunions sectorielles et à créer des groupes de travail au sein du secteur pour se concentrer sur des domaines de travail spécifiques, notamment l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (IYCF), les communications, l'approvisionnement en fournitures, les ressources humaines, les évaluations rapides et la cartographie. Ces groupes de travail devraient accélérer la planification et la mise en œuvre de la réponse du secteur de la nutrition.
- Le secteur de la nutrition s'est réuni deux fois pour examiner la méthodologie et les questionnaires de l'évaluation rapide, qui doit maintenant être approuvée par les entités gouvernementales concernées avant d'être déployée. L'évaluation devrait commencer la semaine prochaine.
- Le secteur a déjà effectué la cartographie de l'ASCP disponible au niveau de la communauté pour mener l'évaluation rapide des besoins et l'UNICEF, Action contre la faim et l'AVSI sont sur le terrain prêts à mener l'évaluation rapide.
- La déclaration commune sur la nécessité de protéger l'IYCF et de prévenir les dons de lait maternisé a été examinée et approuvée par le secteur. La déclaration a été soumise au COUN et à la haute direction du MSPP et de l'UNGUS pour approbation.
- Pour soutenir la réponse nutritionnelle, l'UNICEF a identifié un conseiller sur l'IYCF dans les urgences qui sera déployé pendant plusieurs semaines à partir de la première ou deuxième semaine de septembre. L'UNICEF a également mobilisé un soutien pour le secteur de la nutrition en matière de gestion de l'information par le biais du Cluster Nutrition mondial, avec un responsable de la gestion de l'information qui devrait être déployé dès que possible.
- L'UNICEF procède actuellement à l'achat de fournitures pour le secteur de la nutrition, notamment des préparations pour nourrissons prêtes à l'emploi (RUIF) pour les enfants de moins de 6 mois qui ne sont pas allaités au sein, du lait traité à l'ultra-haute température (UHT) pour les enfants de 6 à 11 mois qui ne sont pas allaités au sein, des suppléments nutritionnels à base de lipides pour les enfants de moins de 5 ans et éventuellement pour les femmes enceintes et allaitantes, ainsi que d'autres fournitures connexes nécessaires (tentes, gobelets, cuillères, etc.).
- Meds and Food for Kids (MFK) a fait don de 500 boîtes de Plumpy'Doz au MSPP pour couvrir les trois départements touchés.
- Le PAM a donné 60 tonnes de mélange maïs-soja (CSB) dans les départements du Sud, de la Grand'Anse et des Nippes pour être distribuées aux femmes enceintes et allaitantes. Par ailleurs, le PAM a fait don de Plumpy'Doz qui seront distribués à 800 enfants âgés de 6 à 23 mois dans les trois départements touchés. **Lacunes et contraintes :**
- Le secteur de la nutrition a besoin de fonds pour mener des évaluations rapides des besoins.
- Des fonds sont nécessaires de toute urgence pour permettre aux partenaires du secteur de la nutrition de mettre en œuvre une réponse nutritionnelle initiale axée sur la prévention de la malnutrition par le biais d'un soutien et de conseils sur l'IYCF et la supplémentation nutritionnelle.
- Priorité limitée du secteur de la nutrition dans les efforts de mobilisation des ressources.
- Dons potentiels de substituts du lait maternel et distribution non ciblée aux nourrissons et jeunes enfants touchés par le tremblement de terre, les exposant à des risques de malnutrition, de maladie et de décès.

Lacunes et contraintes :

- Le secteur de la Nutrition a besoin de fonds pour mener des évaluations rapides des besoins.
- Des fonds sont nécessaires de toute urgence pour permettre aux partenaires du secteur de la nutrition de mettre en œuvre une réponse nutritionnelle initiale axée sur la prévention de la malnutrition par le biais d'un soutien et de conseils sur l'IYCF et la supplémentation nutritionnelle.
- Priorité limitée du secteur de la nutrition dans les efforts de mobilisation des ressources.
- Dons potentiels de substituts du lait maternel et distribution non ciblée aux nourrissons et jeunes enfants touchés par le tremblement de terre, les exposant à des risques de malnutrition, de maladie et de décès.

Protection

Besoins :

- Établir et maintenir des systèmes de retour d'information efficaces (y compris les commentaires, les suggestions et les plaintes), en utilisant une variété de canaux de communication accessibles à toutes les personnes concernées et appropriés pour les retours d'information sensibles et non sensibles.
- Promouvoir et renforcer des mécanismes de responsabilité inclusifs et accessibles, en mettant l'accent sur la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA).
- Créer des espaces sûrs pour les enfants et les adolescents, les femmes et les autres groupes vulnérables, y compris les personnes handicapées.
- Une assistance est nécessaire pour les femmes et les filles, y compris les mineures enceintes, touchées par le séisme et exposées à des risques croissants de VBG dans les zones touchées, notamment face à un accès limité aux abris d'urgence.
- Des services de SMS/SPS pour les enfants, les adultes, les prestataires de services et les autres groupes vulnérables sont nécessaires.
- Soutien au BSEIPH pour poursuivre les évaluations au niveau municipal.
- Procéder à des distributions massives de fournitures de secours humanitaire aux personnes handicapées, de manière hautement sécurisée et coordonnée, en impliquant les personnes vivant avec un handicap.
- Évaluation des besoins en matière de protection de l'enfance et identification des enfants les plus vulnérables, y compris les enfants séparés, les orphelins et les enfants blessés, ainsi que leurs familles, afin de les orienter vers les services et le soutien appropriés, tels que la fourniture de couvertures, de vêtements pour enfants et de kits de loisirs.
- Soutien aux familles vulnérables et renforcement des capacités des partenaires d'exécution en matière de protection des enfants dans les situations d'urgence.
- Améliorer la collecte de données ventilées par sexe, âge et vulnérabilité pour faciliter une réponse adaptée.

+ 3 500

personnes vivant avec un handicap ont été touchées dans les départements du Sud, de la Grand'Anse et des Nippes.

Réponse :

- UNFPA En collaboration avec Terre des Hommes, l'OIM fournit des abris aux familles particulièrement vulnérables dans le département du Sud.
- Le personnel de protection de l'OIM a fourni un soutien psychologique et d'autres formes d'assistance aux personnes vulnérables, y compris les personnes âgées et les personnes handicapées.
- Une évaluation rapide de l'impact du tremblement de terre sur les femmes sera lancée cette semaine par le groupe de travail sur le genre sous la direction de UN Woman et CARE en collaboration avec l'UNFPA et les organisations de la société civile dans le département du Sud. L'objectif est d'évaluer l'impact du tremblement de terre sur les femmes, les hommes, les filles et les garçons afin d'informer la réponse humanitaire immédiate, ainsi que les efforts de récupération à moyen et long terme, d'aider à identifier et à répondre aux divers besoins, capacités et stratégies de la population, et de fournir des recommandations concrètes sur la façon de répondre aux besoins différenciés.
- Le Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme (MCFDF) et les partenaires humanitaires effectueront des audits de sécurité en matière de VBG dans les points de rassemblement des départements des Nippes et de la Grand'Anse entre le 31 août et le 7 septembre.
- Le 28 août, l'UNFPA a reçu 3.000 kits de dignité qui seront livrés dans les trois départements affectés cette semaine par le Ministère de la Condition Féminine et les autorités de protection civile au niveau départemental.

- La Fédération Haïtienne des Associations et Institutions pour Personnes Handicapées (FHAIPH) a effectué des évaluations dans les départements affectés. Elle estime qu'au moins 3 500 personnes vivant avec un handicap ont été affectées.
- Le bureau conjoint de Diakonie Katastrophenhilfe et Norwegian Church Aid / Aide de l'Eglise Norvégienne / la Fédération Luthérienne (DKH-FLM-NCA) a des équipes sur le terrain dans les départements du Sud et de la Grand'Anse, effectuant des évaluations dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, de l'autonomisation économique et des questions de genre. Une campagne de sensibilisation à la violence sexiste est en cours à Haute Voldroque (Grand'Anse) et, dans les semaines à venir, des kits de dignité seront distribués aux femmes et aux filles vulnérables de la municipalité.
- Aux Cayes, Concern Worldwide coordonne la distribution de 2 000 kits d'hygiène cette semaine, en collaboration avec les autorités de la protection civile.
- Concern Worldwide travaille avec Habitat for Humanity sur un projet dans les départements du Sud (Cavaillon, Saint-Jean, Torbeck et Camp Perrin) et de la Grand'Anse (Beaumont et Pestel) qui comprend des activités telles que : assistance en espèces, kits d'hygiène, abris/NFI, soutien psychosocial, interventions de protection, évaluations des risques de VBG menées conjointement avec Christian Aid et l'UNFPA dans des communes ciblées, ainsi que l'analyse et la cartographie des services pour renforcer les voies de référence des services de VBG.
- Christian Aid travaille avec Concern Worldwide et UNFPA sur l'identification des prestataires de services en matière de VBG, les risques de protection et les mesures d'atténuation dans les départements du Sud et de la Grand'Anse.
- L'UNICEF et l'IBESR ont effectué des visites conjointes dans quatre centres de santé (HIC, OFATMA, City-Med et Caramed), où 53 enfants (32 filles et 21 garçons) reçoivent des soins médicaux. Au cours de la visite, un enfant non accompagné a été retrouvé et réuni avec sa famille.
- L'UNICEF aide l'IBESR à suivre de près la situation des enfants séparés recevant des soins pour des blessures dans les établissements de santé afin d'atténuer les risques de trafic. Le personnel de l'IBESR est présent à l'hôpital Immaculée Conception. Des activités continues de soutien psychosocial sont menées dans le département du Sud. Au total, 78 personnes (45 filles et 23 garçons) ont bénéficié d'un soutien psychosocial dans des espaces récréatifs. De plus, 58 personnes (25 hommes et 33 femmes) vivant dans des centres d'hébergement ont reçu une formation relative aux risques liés à la séparation familiale et aux moyens de l'éviter.
- Des visites à domicile ont été effectuées en réponse à 14 enfants non accompagnés identifiés dans la commune de Camp-Perrin par le HCDH/FTB et l'OIM. Les processus de recherche ont permis d'identifier les parents des enfants non accompagnés et le processus de réunification est en cours.

Lacunes et contraintes :

- Les personnes affectées continuent de s'abriter à l'extérieur en raison des inquiétudes concernant l'intégrité structurelle et l'effondrement possible de leurs maisons, et effectuent régulièrement des activités d'hygiène et autres en l'absence d'intimité ou de sécurité adéquate, ce qui augmente leur exposition à un large éventail de risques de protection.
- Dans le département des Nippes, il n'y a eu aucune intervention ciblant les femmes et les filles depuis le tremblement de terre. D'après l'évaluation initiale du MCFDF, plusieurs zones restent inaccessibles alors que leur bureau fait face à des défis logistiques pour couvrir ces zones et assurer la gestion des cas de VBG. Le manque d'électricité aux points de rassemblement est une préoccupation majeure qui pourrait augmenter le risque d'incidents de VBG.
- Les premières évaluations effectuées par l'UNFPA et le MCFDF indiquent que l'accès aux services de VBG et la prise en charge des cas ont été considérablement réduits.
- L'effet du tremblement de terre sur le système de santé aura des conséquences négatives sur la gestion clinique des viols.
- Les points de rassemblement ne disposent pas de mesures de sécurité et de protection adéquates et conformes aux normes établies (électricité et éclairage adéquat, toilettes et douches séparées par sexe, etc.) Les femmes et les filles ne participent pas aux comités de gestion des points de rassemblement. Cela crée des risques accrus d'exploitation, d'abus et de violences sexuelles.
- Des risques croissants de séparation et de trafic d'enfants.
- Les organisations de femmes ont rapporté que les femmes sont exposées avec leurs enfants et vivent dans la rue sans tente ni même bâche. Le manque de communication, notamment les difficultés de communication par téléphone et par Internet, entrave les efforts des femmes pour localiser les membres de leur famille ou accéder aux services. Cela limite l'accès aux informations vitales pour une préparation précoce ainsi qu'aux services d'urgence et autres.
- La FHAIPH et l'Association des Femmes Handicapées du Département du Sud plaident pour l'intégration des organisations travaillant avec les personnes handicapées dans les mécanismes de coordination afin d'assurer l'inclusion de ce groupe vulnérable et de couvrir leurs besoins lors de la réponse d'urgence au tremblement de terre.

- Les besoins des personnes vulnérables dans la Grand'Anse ne sont pas suffisamment pris en compte. La principale route d'accès à Jérémie reste impraticable suite aux dommages subis par un pont clé. Seules les personnes à pied et les motos peuvent passer par cette route pour l'instant, ce qui crée des problèmes de logistique et de transport.

Abris

Besoins :

- Des évaluations des dommages dans le secteur du logement doivent être effectuées pour permettre aux familles qui s'abritent actuellement à l'extérieur de regagner rapidement leurs maisons qui ont été endommagées mais pas détruites.
- Des solutions d'hébergement d'urgence et des articles ménagers essentiels sont nécessaires de toute urgence.
- Le Gouvernement a demandé que des bâches soient distribuées à la population touchée, ajoutant que les tentes ne devraient être utilisées que pour les hôpitaux. Le gouvernement a demandé, à titre préliminaire, 60 000 bâches pour aider les familles ayant besoin d'un abri d'urgence.
- Des bâches en plastique, des couvertures, des bâches, des poubelles, de la nourriture, de l'eau, des médicaments et des kits d'hygiène sont nécessaires dans les abris temporaires.
- Améliorer la collecte de données ventilées par sexe, âge et vulnérabilité pour faciliter une réponse adaptée.

6 600

de familles ont reçu des kits d'abri/NFI de l'OIM

Réponse :

- L'Ambassade de Suisse a distribué 2 500 kits d'abris aux personnes affectées dans le département du Sud.
- ADRA distribue 1 000 kits d'abris aux personnes affectées aux Cayes, à Camp-Perrin et à Sant-Louis-du-Sud dans le département du Sud.
- Au 28 août, l'OIM a distribué des kits d'abris/NFI, comprenant entre autres des bâches et des kits de réparation, à environ 6 600 familles (soit environ 33 000 personnes).
- L'OIM co-dirige le groupe de travail Shelter/NFI/CCCM en Haïti en soutien au gouvernement, plus précisément à la DGPC et à l'UCLBP, en fournissant des conseils techniques et stratégiques aux partenaires des abris et un soutien à la coordination.
- L'OIM, en collaboration avec la DGPC, dirige le NFI Pipeline pour faciliter la gestion des partenaires d'abris/NFI afin d'organiser une réponse coordonnée dans les trois départements affectés.
- L'OIM a facilité une formation de remise à niveau et le déploiement de 12 ingénieurs du Ministère des Transports Publics et des Télécommunications (MTPTC). Ces ingénieurs sont déployés dans les départements du Sud, des Nippes et de la Grand'Anse pour effectuer des évaluations rapides des bâtiments critiques.
- Habitat for Humanity Haïti a effectué une évaluation des maisons à structure extensible construites les années précédentes dans le département de la Grand'Anse. 90 % des maisons évaluées ont résisté à l'impact du tremblement de terre.
- Save the Children a distribué 173 kits WASH et 51 kits pour bébés aux Cayes, à Camp-Perrin, à Torbeck/Ducis et à Chantal. Aujourd'hui, 31 août, une cargaison de NFI (kits ménagers, kits d'hygiène sensibles au genre, kits récréatifs, etc.) est arrivée du Panama pour être distribuée à 600 familles.
- Le gouvernement britannique a fourni des kits d'abris et des lanternes solaires pour 2 600 familles vulnérables qui sont distribués par l'OIM.

Lacunes et contraintes :

- Les observations directes du personnel sur le terrain et les images satellites soulignent que de nombreux abris dans les zones touchées ont subi des dommages à des degrés divers, obligeant les personnes déplacées qui ne peuvent pas rester avec leur famille et leurs amis à installer des tentes de fortune construites en bois et en bâche, dont beaucoup ont ensuite été abattues par les vents violents de la dépression tropicale Grace.
- Dans les zones rurales, certaines familles construisent des abris de fortune à même le sol, sans fondation ni plateforme, ce qui les rend vulnérables aux vents violents et aux fortes pluies.

Eau, Assainissement et Hygiène

+119 000

de personnes ayant un besoin urgent d'eau potable

Besoins :

- Fourniture d'eau potable et de kits d'hygiène pour les personnes dont les maisons se sont effondrées.
- Amélioration des capacités de stockage de l'eau et construction ou réhabilitation d'installations sanitaires dans les centres de santé touchés recevant des blessés.
- Réhabilitation des systèmes d'approvisionnement en eau endommagés et fourniture de chlore (HTH).
- Installations de lavage des mains, savon et fournitures d'hygiène essentielles dans les centres de santé pour prévenir le risque de COVID-19 ainsi que les maladies d'origine hydrique, comme le choléra.

Réponse :

- L'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) a envoyé un système d'eau simplifié (SSA) ainsi que d'autres équipements nécessaires pour faciliter la purification et la distribution d'eau potable dans la commune rurale de Cavaillon, constituant un point de distribution d'eau propre à transporter vers les villes voisines. Le SSA a la capacité de produire 4.000 litres d'eau potable par heure, fournissant au moins 2.650 personnes en eau potable.
- Une équipe déployée par le Bureau d'Action Humanitaire de l'AECID soutiendra la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) pour installer au moins quatre systèmes supplémentaires de traitement de l'eau dans les zones touchées par le séisme.
- Avec l'aide au transport de la Fondation UPS, l'Armée du Salut a reçu 22 500 masques de protection, plus de 100 000 lingettes désinfectantes et 7 200 sacs poubelle résistants à distribuer dans les zones touchées.
- ADRA distribue 1 000 kits d'hygiène aux personnes affectées aux Cayes, à Camp-Perrin et à Sant-Louis-du-Sud dans le département du Sud.
- Save the Children distribue des aquatabs à 1 300 ménages.
- Le tableau de bord de suivi de la réponse du secteur WASH est disponible sur le site web du secteur WASH d'Haïti : <https://www.washlac.com/fra/cluster-sectoriel/caraibes/haiti>, où les partenaires sont tenus de rendre compte de leurs activités.

Logistique

Response :

- L'opération Air Bridge de l'Union Européenne a permis de livrer plus de 135 tonnes de matériel de secours aux organisations humanitaires sur le terrain, notamment des fournitures et des équipements médicaux ainsi que des articles WASH, entre autres, fournis par les partenaires humanitaires de l'UE.
- Par le biais du mécanisme de protection civile de l'UE, l'UE continue de coordonner l'acheminement de l'aide humanitaire fournie par les États membres de l'UE.
- Le Wave Knight, navire de la Royal Fleet Auxiliary du ministère britannique de la Défense, continue de soutenir les efforts de réponse humanitaire internationale, en fournissant une plate-forme d'atterrissage pour les hélicoptères militaires américains qui leur permet de se ravitailler en carburant, augmentant ainsi leur rayon d'action et le temps disponible pour soutenir les efforts de secours.
- Au 26 août, la force opérationnelle interarmées de Haïti, y compris les garde-côtes américains, a effectué plus de 400 missions, aidé ou secouru plus de 450 personnes et livré plus de 250 000 livres d'aide humanitaire.
- Le Cluster Logistique et le Groupe de Travail Logistique sont en train de cartographier les données et les informations sur la capacité logistique, les contraintes d'accès physique ainsi que le suivi de la situation et de la météo afin de faciliter les efforts logistiques sur le terrain. Ces informations peuvent être consultées à l'adresse suivante : <https://logie.logcluster.org/?op=hti-21-a>

+135T

d'articles de première nécessité livrés par le pont aérien de l'UE

Télécommunications d'urgence

Réponse :

- Télécoms Sans Frontières (TSF) a installé une connectivité satellitaire à large bande au centre de coordination humanitaire mis en place aux Cayes. L'équipe de TSF fournit également un soutien en télécommunications aux opérations d'évaluation de l'UNDAC menées à Jérémie et aux Cayes.
- Les Croix-Rouge finlandaise et autrichienne ont envoyé deux experts en télécommunications en Haïti afin d'aider à sécuriser les connexions télécoms pour faciliter les opérations d'aide.

Responsabilité à l'égard des personnes touchées (AAP) et Communication avec les Communautés

Besoins :

- Assurer une action humanitaire pertinente, transparente et bien coordonnée, garantissant un accès sûr aux communautés et un accès rapide aux plus vulnérables.
- Atténuer les risques en matière de sécurité et de protection, en particulier pendant et après les distributions de secours, en démontrant les efforts déployés pour instaurer la confiance et remplir les responsabilités des partenaires en matière d'action humanitaire fondée sur des principes.
- Des mécanismes intégrés dans la stratégie de réponse, les opérations et la coordination qui permettent de rendre des comptes aux personnes affectées, y compris une CAC bidirectionnel efficace, soutenant l'accès, la livraison, l'acceptation et la protection.
- La diffusion et le renforcement de l'information sur les contraintes de l'aide avant et pendant l'assistance, ainsi que l'engagement et le dialogue ouvert avec les personnes dans les zones les plus touchées pour expliquer les défis et les limites de l'aide humanitaire.
-
- Cartographie des capacités existantes en matière de PEAS et de APP et des efforts de réponse en cours, en plus du partage des expériences et des informations pertinentes avec les partenaires.
- Améliorer la communication avec les organisations de femmes et de jeunes et créer des espaces pour leur implication significative et efficace dans les efforts de réponse.

Réponse :

- La coordination avec les autorités désignées est effectuée par l'équipe OCHA/UNDAC sur le terrain pour réactiver le groupe de travail national CAC (CwC WG) et le positionner stratégiquement comme un élément clé de l'architecture et de la réponse humanitaires.
- Communicating with Disaster Affected Communities (CDAC) Global Network a activé les réunions ad hoc d'Haïti au niveau mondial, réunissant des experts et du personnel d'organisations humanitaires et des acteurs clés des Médias pour le Développement ayant une expérience sur le terrain en Haïti pour échanger des informations et collaborer à l'avancement de l'AAP et de la CAC/de l'engagement communautaire (EC).
- La ligne téléphonique de l'ONU Tolérance Zéro (3702-6516) et l'adresse électronique Report-UN-Haiti@un.org sont activées pour les plaintes liées à la PEAS. Veuillez contacter OCHA Haïti pour obtenir du matériel de sensibilisation à la CAC et inclure ces canaux dans les informations fournies aux communautés.

Lacunes et contraintes potentielles :

- De multiples évaluations des besoins basées sur les secteurs et les agences sont en cours de déploiement sans avoir intégré efficacement l'AAP, ce qui alimente involontairement le niveau de frustration des communautés affectées en raison des questionnaires longs et extractifs qui ne donnent pas de résultats/solutions immédiats aux besoins des personnes.
- Les évaluations et les analyses ne reflètent pas les priorités et les recommandations des communautés.
- Le manque de priorité et de ressources dédiées dans les plans de réponse humanitaire pour permettre une réponse localisée et responsable. Les mécanismes financiers ne considèrent pas l'AAP comme une exigence minimale pour la sélection des propositions.

- Retard potentiel dans la réactivation du GT AAP/CAC au niveau national en raison de priorités concurrentes et de la coordination nécessaire avec de multiples acteurs.
- Retard potentiel dans le déploiement de la capacité dédiée nécessaire pour soutenir la coordination du groupe de travail AAP/CAC.
- Des points focaux AAP/CAC et PEAS pour soutenir la gestion de l'information non assignés par les agences chefs de file, les partenaires et la coordination inter-agences.
- Un contexte qui évolue rapidement avec des besoins non satisfaits croissants qui alimentent la colère, les rumeurs et la désinformation qui dépassent les efforts de réponse.

LIENS UTILES

- Flash Appeal/Appel / Appel Éclair – Tremblement de terre en Haïti (août 2021): <https://bit.ly/3yiSswg>
- UN Business Guide: <https://bit.ly/3yhH0RM>
- ReliefWeb – 2021 Haiti Earthquake (Appeals and Response Plans, Latest Updates, Maps and Infographics): <https://bit.ly/3zlpY6x>
- Page web de la DGPC: <https://bit.ly/3jpHtxf>
- Page HumanitarianResponse.info pour Haïti: <https://bit.ly/3gx0M5U>
- IMPACCT (Bulletin on Customs, Immigration and Quarantine Procedures): EN/FR
- Connection Business initiative (CBI) – 2021 Haiti Earthquake: <https://bit.ly/2UOrKhF>
- Secteur WASH: <https://bit.ly/3DIlm2y>
- Secteurs Shelter/CCCM: <https://bit.ly/2XM9Z3t>
- Secteur Logistique: <https://bit.ly/38aY4yc>
- Carte sur la présence opérationnelle: <https://bit.ly/3kKllrn>
- Portail de ressources CDAC pour Haïti: <https://bit.ly/2Wqgk3Q>

Contact :

Delphine Vakunta, OCHA Haiti: vakunta@un.org; Téléphone /WhatsApp: +509 37 02 5790

Omar Kurdi: omar.kurdi@un.org; Téléphone: +1 347 414 4598

Pour plus d'informations, veuillez consulter www.unocha.org // www.reliefweb.int // <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/haiti>